



17 octobre 1961 - 17 octobre 2021 **Une occasion manquée pour le président Macron**

Ce samedi 16 octobre le Président Macron s'est rendu au Pont de Bezons, où comme chaque année, était commémoré l'assassinat de dizaines de Français Musulmans d'Algérie (FMA), comme ils étaient appelés, jetés morts ou vivants de ce pont, le 17 octobre 1961 alors qu'ils allaient, pacifiquement, manifester contre le couvre-feu. C'était le début de la nuit sanglante du « jeudi noir » où plusieurs centaines d'Algériens et d'algériennes furent assassiné·e·s dont la jeune Fatima Bedar âgée seulement de 15 ans.

Nombreux étaient ceux qui pensaient que le Président allaient faire un geste fort, et reconnaître enfin la responsabilité au plus haut niveau de l'État dans ce que nous qualifions avec les autres membres du collectif unitaire (plus de 120 organisations) de « crime d'État » en ce qu'il fut commandité, organisé sciemment par le préfet Papon, aux ordres des Ministres Michel Debré et Roger Frey.

Hélas, il n'en a rien été.

En rejetant toute la faute sur le seul Maurice Papon, sans même dire qu'il était préfet, le Président dédouane à peu de frais le gouvernement de l'époque et donc de l'État français de sa responsabilité et cherche une fois encore à ménager la droite et l'extrême-droite nostalgique de l'OAS !

Pas un mot du contexte de la guerre d'Algérie, pas un mot sur le colonialisme, rien sur les archives toujours interdites d'accès, encore moins sur une réparation... même le titre de préfet n'est pas donné à Papon.

Le MRAP, qui fut dès le 18 octobre 1961 la première association à condamner le massacre commis la veille, continuera d'exiger avec ses partenaires de toujours la reconnaissance pleine et entière du crime d'État commis ce jour-là, la nécessaire réparation et l'ouverture totale de toutes les archives.

C'est à ce prix qu'une page de l'histoire de France enfin écrite, pourra se tourner.

Paris, le 17 octobre 2021

Bureau National du MRAP